



F

Trente-neuvième session

Rome (Italie), 15-20 octobre 2012

Point III.b

RÉSUMÉ DU RAPPORT DU GROUPE D'EXPERTS DE HAUT NIVEAU (HLPE) SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'internet, à l'adresse www.fao.org.



Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition

Extrait du rapport¹ *Sécurité alimentaire et changement climatique*

Résumé et recommandations à l'intention des décideurs

Bon nombre des ressources indispensables à une sécurité alimentaire durable étant déjà soumises à une forte pression, les défis de la sécurité alimentaire sont gigantesques. Ces défis seront plus difficiles encore à relever en raison du changement climatique, qui réduit la productivité de la majorité des systèmes alimentaires existants et compromet les moyens d'existence de populations qui sont déjà exposées à l'insécurité alimentaire. La probabilité que les nations de la planète parviennent à atteindre l'objectif de 2°C maximum d'augmentation moyenne des températures fixé lors des négociations de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) à Cancun s'amenuise avec le temps; si les négociations relatives aux politiques climatiques mondiales devaient échouer, des augmentations de température de l'ordre de 4°C d'ici à la fin du siècle (ce qui correspond à la meilleure estimation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) pour les scénarios d'augmentation des émissions) ne peuvent être écartées. Alors que ces augmentations pourraient dans certains cas se révéler bénéfiques, les populations de certaines régions souffriront plus que d'autres de l'évolution des températures moyennes et des précipitations. En outre, la perspective d'une plus grande variabilité et d'un accroissement du nombre d'événements météorologiques extrêmes signifie que la gestion des risques, tant au niveau local qu'international, revêtira une importance plus grande encore qu'aujourd'hui.

La croissance démographique se poursuivra jusqu'en 2050 et s'accompagnera de niveaux d'urbanisation sans précédent. Ces changements se produiront principalement dans les pays actuellement en développement, dont beaucoup accèderont très probablement au statut de pays à revenu intermédiaire. Il résultera de tout ceci une augmentation rapide de la demande de denrées alimentaires, tant sur le plan de la quantité que sur celui de la qualité. Dans le même temps, les politiques gouvernementales visant à accroître la proportion de biocarburants dans la consommation énergétique compromettent un peu plus encore notre capacité collective d'instaurer une sécurité alimentaire durable.

¹ HLPE, 2012. Sécurité alimentaire et changement climatique. Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, Rome 2012. La version intégrale du rapport est disponible gratuitement à l'adresse www.fao.org/cfs/cfs-hlpe.

Le changement climatique que nous connaissons aujourd'hui est la conséquence des émissions de gaz à effet de serre (GES) découlant de l'activité humaine. Selon le GIEC, la majeure partie de l'augmentation des températures moyennes mondiales observée depuis le milieu du XX^e siècle est très probablement due à l'augmentation des concentrations de GES anthropiques. Les activités agricoles, y compris leurs effets indirects, déboisement et autres formes de changement d'utilisation des terres, représentent un tiers environ du potentiel de réchauffement planétaire causé par les émissions de GES aujourd'hui; il est dès lors essentiel, dans le cadre de l'effort général visant à ralentir le rythme du changement climatique, de réduire les émissions directes et indirectes attribuables à l'agriculture.

Principales observations

1. En matière de sécurité alimentaire, la vulnérabilité face au changement climatique commence au niveau des exploitations individuelles, avec les effets biophysiques de ce phénomène sur les végétaux, les animaux et les systèmes dans lesquels les activités y afférentes y sont conduites. Ces effets altèrent les moyens d'existence de manière directe dans les zones rurales et de manière indirecte dans les zones urbaines. Les marchés internationaux propagent les effets du changement climatique, qui peuvent alors avoir des répercussions, positives ou négatives, sur la sécurité alimentaire locale, en modifiant les prix intérieurs et en influant sur les moyens d'existence.

2. Les effets du changement climatique sur les végétaux, les animaux et les systèmes naturels sont multiples. L'évolution des températures et des régimes de précipitations peut avoir un impact considérable sur la productivité agricole. Les effets de l'évolution des moyennes de température sont importants, mais d'autres effets sont également à prendre en compte. De manière générale, on ne sait que très peu de choses de l'impact du changement climatique sur les organismes nuisibles et les maladies des cultures, du bétail et des poissons, mais il pourrait bien être considérable. Au cours des prochaines décennies, le changement climatique soumettra les animaux et les végétaux à des stress multiples dans de nombreux systèmes agricoles et aquatiques; on connaît encore très mal les effets que ces différents stress, ajoutés les uns aux autres, peuvent avoir. Le changement climatique devrait encore accentuer l'irrégularité des précipitations, qui nuit déjà aux moyens d'existence et à la production d'un grand nombre de familles rurales.

3. Il est indispensable d'envisager le phénomène sous l'angle de la vulnérabilité sociale afin de comprendre pourquoi les individus, les ménages ou les communautés ne sont pas tous exposés aux mêmes risques en matière de sécurité alimentaire, même lorsqu'ils se trouvent dans la même région géographique. La vulnérabilité à l'insécurité alimentaire trouve son origine dans des facteurs biophysiques et socioéconomiques, qui ont des effets tant sur la nutrition que sur les moyens d'existence. Du fait de conditions de vulnérabilité préexistantes, les populations pauvres sont davantage exposées aux effets du changement climatique lorsque celui-ci entraîne une dégradation de la situation sociale, économique ou agroenvironnementale.

4. Selon toute vraisemblance, les pauvres et les autres groupes vulnérables seront exposés à un risque d'insécurité alimentaire élevé du fait du changement climatique. Qui sont les pauvres? Ce sont les populations qui ont peu de ressources et de faibles perspectives de revenus, notamment les petits agriculteurs et les sans-terres des campagnes, ou encore les peuples autochtones et les groupes ethniques marginalisés. Aujourd'hui, il s'agit essentiellement de femmes et d'enfants et de personnes vivant dans des zones rurales, mais la part de la pauvreté urbaine ne cesse de croître et les pauvres s'urbanisent plus rapidement que le reste de la population. D'un point de vue géographique, la vaste majorité des pauvres se situe dans deux régions (l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud) dans lesquelles le changement climatique se manifestera probablement de manière particulièrement

prononcée; mais l'insécurité alimentaire existe même dans les pays les plus riches, et il est possible qu'à l'avenir, certaines voies de développement qui renforcent les inégalités, laissent les groupes marginalisés à l'écart ou entraînent une détérioration de l'environnement, exposent du même coup un plus grand nombre de personnes à l'insécurité alimentaire liée au changement climatique. Les petits exploitants et les travailleurs sans terres, qui ne disposent que de peu de ressources propres et sont souvent laissés en marge des activités publiques et privées, sont particulièrement sensibles aux effets socioéconomiques du changement climatique, en particulier si l'augmentation de l'instabilité ne s'accompagne pas de dispositifs de protection sociale plus efficaces (voir le rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition intitulé « La protection sociale pour la sécurité alimentaire »). Dans les régions arides et semi-arides, où vivent plus de 40 pour cent de la population mondiale et plus de 650 millions de personnes parmi les plus pauvres et les plus exposées à l'insécurité alimentaire, l'agriculture est particulièrement vulnérable face aux risques liés à l'évolution et à l'instabilité du climat, et en particulier aux sécheresses. Dans certaines régions du monde, une grande partie de la production agricole est concentrée dans les basses terres côtières et dans les endroits où la densité de population est élevée. Dans ces régions, et particulièrement dans les petits États insulaires, ce sont l'intrusion saline, l'élévation du niveau de la mer et l'augmentation de la fréquence des inondations qui constituent les grandes menaces du changement climatique.

5. L'adaptation des systèmes alimentaires nécessitera des ajustements sociaux, économiques et biophysiques complexes de la production, de la transformation et de la consommation alimentaires. Dans les régions et pour les populations les plus pauvres et les plus vulnérables, ces changements seront particulièrement difficiles à réaliser. En outre, les modèles sur le changement climatique laissent penser que celui-ci devrait avoir de lourdes conséquences dans les régions tropicales, notamment en asséchant davantage encore les zones tropicales arides. Bon nombre des pays les plus pauvres se trouvent dans ces régions, et ce sont donc les nations les moins à même de s'adapter qui seront les plus touchées. Il est dès lors indispensable, si l'on entend accomplir des progrès dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement liés à la pauvreté et à la faim, de permettre aux pays les moins avancés de mettre en place des stratégies d'adaptation efficaces. Mais tôt ou tard, tous les pays auront à faire face au changement climatique.

6. De grandes incertitudes planent toujours sur la forme que prendra le changement climatique, incertitudes encore amplifiées à l'échelon régional et local, où des décisions individuelles sont prises par les différents acteurs. L'adaptation doit dès lors être envisagée dans le contexte plus large de la construction d'un système alimentaire plus résilient. Le manque de durabilité de la production alimentaire est l'une des principales menaces pour sa résilience; il convient donc de tenter d'apporter une solution à ce problème en modifiant notre manière de produire les denrées alimentaires, en maîtrisant la demande de denrées comme les produits de ruminants, dont la production génère d'importantes émissions de GES, et en repensant le mode d'organisation des systèmes alimentaires nationaux et internationaux. Définir et encourager des pratiques de production et de distribution qui soient plus efficaces sur le plan des ressources et qui aient *également* moins d'effets négatifs sur l'environnement doit être une priorité absolue. Compte tenu de la diversité des contextes sociaux et environnementaux dans lesquels s'inscrit la production alimentaire, les méthodes permettant d'améliorer la durabilité différeront. Il n'existe pas de solution unique, universellement applicable, et une base de connaissances plus solide et plus perfectionnée est indispensable pour guider la mise en œuvre de mesures plus appropriées et spécifiques à chaque contexte. Les communautés les plus exposées à l'insécurité alimentaire se trouvent en général dans les pays à faible revenu. La plupart des mesures qui favorisent le développement durable en mettant l'accent sur l'amélioration des moyens d'existence des segments les plus pauvres de la société permettront de renforcer la résilience et faciliteront l'adaptation au changement climatique.

7. Parmi les exemples de stratégies d'adaptation au niveau de la communauté, citons l'amélioration des pratiques de gestion de l'eau (par exemple la construction d'infrastructures permettant d'améliorer l'efficacité des systèmes d'irrigation ainsi que le captage, le stockage et l'utilisation de l'eau à petite échelle), l'adoption de pratiques visant à conserver l'humidité du sol, les matières organiques et les éléments nutritifs, la culture de variétés à cycle court et la création de banques communautaires de semences et de céréales. Les agriculteurs et les producteurs ne peuvent réussir seuls à s'adapter au changement climatique: ils doivent être soutenus par leur gouvernement et par le secteur privé, et les organisations de la société civile ont elles aussi un rôle important à jouer.

8. L'agriculture est un facteur important du changement climatique. Les cultures et l'élevage sont aujourd'hui responsables de 15 pour cent environ des émissions totales de GES à l'échelle mondiale. L'agriculture est source d'émissions directes de GES: flux de méthane (CH_4) dégagés par les rizières inondées et le bétail, dégagements d'oxyde nitreux (N_2O) découlant de l'utilisation d'engrais azotés organiques et inorganiques, et émissions de dioxyde de carbone (CO_2) issues de la perte de carbone organique du sol, résultat de certaines pratiques agricoles dans les terres arables et d'une plus grande intensité de pâturage dans les couverts herbacés. L'agriculture engendre aussi des émissions qui sont prises en compte dans d'autres secteurs (industrie, transport, fourniture d'énergie, etc.), provenant de la production d'engrais, d'herbicides et de pesticides ainsi que de la consommation d'énergie nécessaire au labourage, à l'irrigation, à la fertilisation, à la récolte et au transport. Le changement d'affectation des terres, qui découle essentiellement de l'expansion des zones agricoles, vient encore ajouter 15 à 17 pour cent à ces chiffres. Enfin, tout accroissement à venir des revenus et de la population fera grimper en flèche les émissions agricoles, à moins que des stratégies de croissance à faibles émissions soient mises en place pour l'agriculture.

9. Les conséquences spectaculaires des changements d'affectation des terres sur les émissions de GES² montrent combien il importe d'adopter des stratégies de développement agricole qui limitent la conversion des terres non agricoles à des fins agricoles.

10. À l'avenir, on peut s'attendre à ce que les augmentations directes des émissions agricoles de GES (CH_4 et N_2O) se concentrent dans les régions dans lesquelles la production agricole augmente. Les politiques et les programmes visant à maîtriser les émissions de CH_4 et de N_2O revêtiront donc une importance particulière.

11. Pour comparer les pratiques et les systèmes, il est indispensable d'envisager l'ensemble des émissions, qu'elles soient générées directement ou indirectement. Il est urgent de mieux évaluer les différents systèmes agricoles, en tenant compte de l'ensemble des émissions, directes et indirectes.

12. La production de produits animaux à partir d'intrants végétaux et d'aliments pour animaux fait intervenir des processus biologiques et engendre des besoins et des pertes énergétiques, ce qui signifie qu'une calorie de produit animal nécessite la production, en amont, de plus d'une calorie d'origine végétale pour nourrir l'animal. Le niveau d'émissions associé à un régime alimentaire donné dépend donc en grande partie de la part de produits animaux qu'il contient. Un ralentissement de l'augmentation de la demande mondiale de produits animaux contribuera donc également à ralentir l'augmentation des émissions issues des secteurs de l'alimentation et de l'agriculture. Toutefois, les moyens d'existence de nombreuses personnes sont tributaires de l'élevage, et les ruminants, qui sont capables de digérer la cellulose et les résidus agricoles, sont des animaux très utiles. En outre, dans les pays en développement où les régimes alimentaires autochtones reposent en particulier sur les protéines

² Parmi les autres conséquences négatives, citons la perte de biodiversité et les modifications de la disponibilité des eaux souterraines et de surface.

animales, les protéines de haute qualité fournies par les produits d'origine animale (lait, viande et œufs) aideront à améliorer les niveaux de nutrition.

13. La réduction des pertes et du gaspillage de produits alimentaires peut également contribuer de manière sensible à la réduction des émissions de GES.

14. Ces dix dernières années, la quantité de terres arables consacrée aux cultures destinées aux biocarburants (éthanol et biodiesel) a très considérablement augmenté. Les politiques en matière de biocarburants ont été critiquées au motif qu'elles pouvaient entraîner une augmentation des prix des denrées alimentaires (et, partant, réduire la sécurité alimentaire) et qu'elles faisaient peu pour réduire les émissions de GES, voire qu'elles pouvaient contribuer à les faire augmenter. D'après les éléments de preuve disponibles, il y a peu de raisons de penser que la majorité des politiques actuelles associées aux biocarburants de première génération contribuent à l'atténuation du changement climatique. Dans une étude qui sera publiée en 2013, le Groupe d'experts de haut niveau examinera le rôle des biocarburants en ce qui concerne la sécurité alimentaire.

Recommandations

1. Intégrer la sécurité alimentaire et les préoccupations relatives au changement climatique

Les politiques et les programmes visant à faire face au changement climatique et ceux qui sont nécessaires à une sécurité alimentaire durable doivent être complémentaires et non indépendants. Le changement climatique est une des nombreuses menaces qui pèsent sur la sécurité alimentaire. En règle générale, les interventions ayant pour objectif de renforcer la résilience des systèmes alimentaires contribuent également à l'adaptation au changement climatique. Les efforts mis en œuvre pour accroître uniquement les dépenses consacrées à l'adaptation seraient plus efficaces s'ils visaient à augmenter les dépenses consacrées à la sécurité alimentaire durable en général, en accordant une attention particulière aux menaces particulières et incertaines découlant du changement climatique et qui exigent que l'on agisse aujourd'hui (secteur public, secteur privé et autres secteurs). Les agriculteurs devraient être placés au centre de ces initiatives, et il faudrait élaborer des approches adaptées aux réalités locales qui répondent aux besoins des communautés concernées et qui reposent sur leurs connaissances.

1 a) Accroître immédiatement les investissements en faveur de la sécurité alimentaire et de la résilience face au changement climatique

Même si l'on ne tient pas compte des menaces liées au changement climatique, il faudra des investissements beaucoup plus importants pour améliorer la productivité et atteindre ainsi les objectifs de sécurité alimentaire. Ces investissements doivent également viser à améliorer la résilience du système alimentaire dans son ensemble.

Les investissements consacrés aux infrastructures matérielles qui permettent aux producteurs d'aliments de rester connectés aux marchés et aux vastes zones urbaines d'être approvisionnées en nourriture, sont indispensables pour assurer la résilience du système alimentaire dans son ensemble et la sécurité alimentaire. Des investissements sont notamment nécessaires pour améliorer les infrastructures de transport et de commercialisation.

L'augmentation probable de la fréquence des événements météorologiques extrêmes accentuera le risque de perturbation des réseaux d'approvisionnement, c'est pourquoi il sera crucial de diversifier les

sources d'approvisionnement. Les intermédiaires et les détaillants de la chaîne alimentaire peuvent avoir besoin d'accéder à des stocks de réserve plus importants. Des investissements sont également nécessaires pour faciliter la gestion des stocks et réduire les pertes de produits alimentaires.

1 b) Réorienter la recherche en matière d'adaptation et d'atténuation afin de cibler un ensemble d'objectifs plus complexe, et investir dans la recherche publique sur l'adaptation

La recherche en agriculture devrait intégrer pleinement les aspects liés à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets. Bien que les recherches visant à accroître les rendements soient essentielles pour atteindre des objectifs de sécurité alimentaire plus généraux, il est indispensable de réorienter la recherche continuellement et de manière accélérée afin de viser un ensemble d'objectifs plus complexe pour mettre en place un système de production alimentaire durable et faire face au changement climatique. L'évaluation des cultures négligées, la productivité des cultures de fruits et légumes, les effets des combinaisons de stress, la biodiversité et l'efficacité des systèmes agricoles ainsi que la fourniture efficace de services écosystémiques méritent une attention accrue.

Les recherches consacrées aux pratiques d'atténuation doivent tenir compte de l'impact de ces pratiques sur la sécurité alimentaire.

Une réorientation de la recherche nécessitera, dès le départ, un engagement significatif auprès des agriculteurs et des bénéficiaires visés, ainsi qu'un véritable dialogue qui permettra de comprendre leurs besoins, en tenant compte de la difficulté qui peut exister à obtenir l'avis des femmes et des groupes défavorisés.

1 c) Moderniser les services de vulgarisation

Il faut de toute urgence mettre en place des services de vulgarisation modernes, redynamisés, reposant sur différents modèles de financement qui peuvent faire appel au secteur public, au secteur privé et à la société civile, pour faire face aux défis que représente le changement climatique pour la sécurité alimentaire. Afin de garantir l'adoption de technologies permettant d'améliorer la productivité et la capacité d'adaptation, les programmes de vulgarisation doivent cibler ceux qui prennent les décisions de gestion. Au XXI^e siècle, un service de vulgarisation doit travailler en étroite collaboration avec le secteur de la recherche, le secteur privé et la société civile, de façon à renforcer les compétences qui permettront d'accroître durablement les rendements et de relever les défis du changement climatique.

1 d) Renforcer les capacités

De nombreux pays manquent de capacités matérielles, institutionnelles, sociales, biologiques et humaines pour faire face au changement climatique et aux défis de la sécurité alimentaire. Il est également essentiel d'investir dans le capital humain, en particulier l'éducation et les infrastructures de santé, pour renforcer la résilience à l'insécurité alimentaire, sensibiliser aux risques inhérents au changement climatique et y répondre efficacement.

L'information en matière d'adaptation et d'atténuation constitue un élément essentiel pour renforcer la résilience et la capacité des populations et des États à anticiper et à gérer le changement climatique. Les systèmes de connaissances sur le changement climatique sont dynamiques, et de nouveaux voient le jour à mesure que les informations et les données de recherche deviennent disponibles. Les gouvernements et les autres acteurs doivent rendre leurs capacités en matière de collecte d'informations plus réactives et innovantes et mettre en place des systèmes de gestion et de diffusion de l'information touchant toutes les audiences, avec une attention particulière pour les groupes les plus vulnérables.

Des efforts systématiques pour renforcer ces capacités sont requis de toute urgence.

2. Renforcer la capacité d'adaptation des systèmes alimentaires au changement climatique

Les effets néfastes du changement climatique se font déjà sentir dans certaines régions, et à terme, les conséquences seront probablement très négatives pour l'ensemble de la planète. La résilience des systèmes alimentaires doit être renforcée à tous les niveaux, du champ au paysage et aux marchés; elle nécessite généralement un ensemble complet d'interventions, qui doivent être coordonnées. Les agriculteurs et les producteurs ne peuvent réussir seuls à s'adapter au changement climatique: ils doivent être soutenus par leur gouvernement et par le secteur privé, et les organisations de la société civile ont elles aussi un rôle important à jouer. L'adaptation au changement climatique exigera sans doute l'adoption de nouvelles pratiques et la modification des stratégies relatives aux moyens d'existence de la plupart, voire de tous les producteurs d'aliments, ainsi que d'autres acteurs de la chaîne alimentaire, notamment les agriculteurs, les détaillants et les intermédiaires, le secteur agroalimentaire, le secteur financier et la société civile. Elle nécessitera des mesures et un suivi de la part des gouvernements, des organisations internationales et des organisations de la société civile actives dans le domaine de la sécurité et de la souveraineté alimentaires, de la faim et du développement durable. Les mesures d'adaptation doivent être propres au contexte local. Elles doivent prendre en compte les groupes socialement défavorisés, les différences entre les hommes et les femmes et en particulier le rôle des femmes en tant que décideurs au sein des systèmes alimentaires. Un grand nombre des recommandations formulées ci-après sont dites « sans regret » car, indépendamment des préoccupations liées au changement climatique, elles contribuent quoiqu'il en soit à la sécurité alimentaire durable. En tout état de cause, les effets du changement climatique leur confèrent une urgence nouvelle.

2 a) Fonder les mesures d'adaptation sur une évaluation des risques et des vulnérabilités

L'adaptation préventive au changement climatique exige une évaluation régulière à la fois des risques et des vulnérabilités, actualisée à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles. Les pays à revenu élevé et intermédiaire procèdent de plus en plus souvent à ce type d'évaluations, mais les États qui n'en ont pas la capacité doivent pouvoir bénéficier d'une aide extérieure. Il est crucial de communiquer prudemment avec les responsables politiques, ainsi qu'avec un public plus large, sur les inévitables incertitudes.

2 b) Faciliter les échanges sur les pratiques

Parmi les exemples de stratégies d'adaptation au niveau de la communauté, citons l'amélioration des pratiques de gestion de l'eau (par exemple la construction d'infrastructures permettant d'améliorer l'efficacité des systèmes d'irrigation ainsi que le captage, le stockage et l'utilisation de l'eau à petite échelle), l'adoption de pratiques visant à conserver l'humidité du sol, les matières organiques et les éléments nutritifs, la culture de variétés à cycle court et la création de banques communautaires de semences et de céréales. À cet égard, les principales difficultés concernent la diffusion des informations et des connaissances existantes, l'amélioration des capacités humaines et sociales et la mise en place de politiques en faveur des meilleures pratiques.

2 c) Favoriser une plus grande diversité des cultures pratiquées et donner un accès plus large aux ressources génétiques

Dans un environnement de plus en plus incertain, diversifier la production est une manière d'améliorer la résilience des systèmes agricoles. Une adaptation efficace exigera un accès (tant physique que légal, grâce à des règles de propriété intellectuelle adaptées) aux ressources génétiques, que ce soit pour les cultures existantes, le bétail et les races sauvages apparentées, ou pour les variétés susceptibles d'être utilisées à l'avenir. Les gènes de plantes cultivées améliorant la tolérance à la sécheresse et aux inondations doivent être identifiés, et partagés. Les caractères relatifs à la stabilité du rendement des espèces dans des conditions variables constituent un domaine particulièrement important, qu'il est indispensable de mieux étudier et de mieux comprendre grâce à la recherche. Les producteurs d'aliments, les institutions du secteur public et du secteur privé, les chercheurs et les gouvernements doivent renforcer leur coopération et garantir la diffusion, la distribution et la création de connaissances ainsi que le transfert de technologies pour caractériser, conserver et préserver les ressources génétiques, tant *in situ* que dans les banques de semences et de matériel génétique et les structures apparentées, afin de faciliter l'adaptation au changement climatique. Tout doit être mis en œuvre pour limiter l'appauvrissement génétique de la biodiversité encore existante, *in situ* comme dans les banques de gènes. L'adoption par tous les pays du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, ainsi que la mise en œuvre de toute urgence de ses articles 5 (conservation), 6 (utilisation durable) et 9 (droits des agriculteurs) constitueraient à cet égard des avancées positives. Des mesures visant à développer des marchés pour les espèces sous-utilisées et à sensibiliser les consommateurs à l'importance d'une alimentation variée favoriseraient l'accroissement de la biodiversité agricole. La Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture pourrait envisager de définir des mesures prioritaires et de mettre au point un plan d'action pour la conservation et l'utilisation des ressources génétiques dans le cadre de l'adaptation au changement climatique. La question de savoir si les régimes de droits de propriété intellectuelle actuels favorisent ou entravent le développement et l'utilisation de variétés végétales et animales améliorées et la biodiversité agricole fait actuellement débat. Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) pourrait recommander au Groupe d'experts de haut niveau de réaliser une étude sur la question des ressources génétiques, et notamment sur les droits de propriété intellectuelle et les droits des agriculteurs.

2 d) Mettre les prévisions météorologiques à la disposition des agriculteurs

L'une des grandes difficultés du changement climatique sera probablement de faire face à des cycles météorologiques plus variables. L'accès aux prévisions météorologiques peut aider les agriculteurs à mieux faire face à cette variabilité accrue et aux événements extrêmes, à condition que l'information soit communiquée à temps à ceux qui en ont besoin. Des technologies de l'information et des communications (TIC) bien conçues et suffisamment dotées en ressources peuvent permettre d'établir ce lien avec les services météorologiques nationaux.

2 e) Élaborer des politiques intégrées d'utilisation des terres

Une adaptation efficace au changement climatique rendra plus nécessaire encore l'élaboration de politiques intégrées d'utilisation des terres. Avec l'évolution des régimes de précipitations (et en particulier la fréquence des événements extrêmes) et du débit saisonnier des rivières, il sera encore plus important d'optimiser les ressources hydriques au niveau des bassins versants et des nappes aquifères. Des mesures passives telles que la préservation des forêts et des mangroves peuvent se révéler tout aussi importantes que des interventions actives. Des mécanismes comme le REDD (Réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts) et d'autres moyens de paiement pour les

services écosystémiques devraient également figurer parmi les outils utilisés pour améliorer la résilience des écosystèmes et des communautés face au changement climatique. L'agriculture urbaine et périurbaine peut également jouer un rôle majeur dans l'adaptation des villes.

2 f) Faciliter l'accès des agriculteurs aux services financiers

Afin de permettre aux agriculteurs d'apporter les changements nécessaires à leurs systèmes, les gouvernements doivent faciliter l'accès des petits exploitants aux produits financiers. Il convient notamment de leur offrir un meilleur accès au crédit et aux programmes d'assurance pour leur permettre de couvrir ces investissements et de mieux gérer les conséquences financières des risques météorologiques.

2 g) Promouvoir un régime de commerce international qui intègre le concept de sécurité alimentaire et contribue à la résilience des systèmes alimentaires

À la suite de la crise alimentaire de 2008, la question de la sécurité alimentaire a acquis une importance nouvelle dans les négociations sur le commerce agricole. La notion d'accès aux produits est aujourd'hui considérée comme étant aussi importante que le concept traditionnel d'accès aux marchés. Les dispositions et les règles actuelles de l'OMC dans le domaine de la sécurité alimentaire sont peu claires, voire inexistantes, et le mandat de négociation de Doha n'offre que peu de marge de manœuvre pour réaliser des progrès sur ces questions. En outre, du fait du changement climatique, il sera bien plus difficile encore d'instaurer la sécurité alimentaire, et il est évident que le commerce alimentaire mondial aura un rôle déterminant à jouer dans un monde aux prises avec ce phénomène. Intégrer toutes ces questions importantes dans les futures négociations sur le commerce agricole serait un pas dans la bonne direction.

2 h) Donner la priorité aux interventions proposées dans les programmes d'action nationaux pour l'adaptation au changement climatique

Il est très important, à l'échelle mondiale, d'adapter l'agriculture au changement climatique et disposer de plans d'adaptation nationaux. Les programmes d'action nationaux pour l'adaptation, qui ont été soumis à la CCNUCC par les pays les moins avancés (PMA), appellent l'attention sur la priorité qu'il faut accorder aux investissements en faveur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Ils constituent un point de départ pour fixer des priorités dans les investissements nationaux. Les mesures prioritaires définies par les PMA dans leurs programmes d'action nationaux pour l'adaptation doivent être financées et mises en œuvre. Les pays doivent s'appuyer sur l'expérience de ces programmes pour élaborer leurs plans d'adaptation nationaux.

2 i) Instaurer la sécurité alimentaire et hydrique dans les zones intérieures

Pour instaurer la sécurité alimentaire dans le contexte du changement climatique, il sera important de mettre en place des fonds prévisionnels en cas de sécheresse ainsi que des réserves régionales stratégiques de céréales et des installations de stockage des céréales au niveau des ménages.

Il est indispensable d'accorder une plus grande attention tant à l'amélioration de l'approvisionnement en eau qu'à la gestion de la demande en eau, et ce afin de renforcer la sécurité hydrique des cultures, des animaux d'élevage, des ménages et du secteur industriel. Un système durable de sécurité de l'approvisionnement en eau doit être mis en place pour chaque région agroécologique; il conviendrait d'instaurer un système de gestion de l'eau participatif, qui fasse intervenir les exploitations familiales, afin que les communautés locales aient un intérêt à conserver l'eau et à l'utiliser de manière durable et équitable.

2 j) Renforcer la résistance des populations face à un risque de pénurie d'eau accentué par le changement climatique

L'eau est une ressource naturelle limitée et un bien public essentiel à la vie et à la santé; elle est également indispensable à la réalisation du droit à une nourriture suffisante. Le CSA et les gouvernements nationaux doivent promouvoir et développer la recherche et les programmes d'appui en faveur d'un accès universel à une eau suffisante et de bonne qualité dans les zones rurales. Il faut miser sur des méthodologies participatives et sur le rôle de premier plan que peuvent jouer les communautés dans l'élaboration de moyens efficaces et équitables pour la collecte, le stockage, la gestion et la distribution de l'eau propre, en respectant et en protégeant les biomes, en préservant les ressources naturelles et en stimulant la reconstitution des zones dégradées.

2 k) Le changement climatique et l'eau dans les zones côtières

Près d'un tiers de la population mondiale vit le long des côtes. L'élévation du niveau des mers aura probablement des répercussions néfastes tant sur l'agriculture côtière que sur les moyens d'existence des communautés vivant dans ces régions. Des études et des actions préventives sont nécessaires pour préparer les communautés côtières à faire face à l'élévation du niveau des mers et à l'intrusion d'eau saline. Des plans d'action préventifs visant à garantir la sécurité des écosystèmes et des moyens d'existence dans les zones côtières doivent notamment prévoir: i) l'implantation de boucliers naturels de mangrove le long du littoral, dans les zones agroclimatiques compatibles; ii) l'utilisation de variétés tolérantes à la salinité pour le riz et les autres cultures; iii) la mise au point de systèmes de gestion des terres et de l'eau pour l'agroforesterie et l'aquaculture côtière; iv) la conservation et l'utilisation de plantes halophytes, qui sont adaptées à des concentrations de sel élevées. Des organisations compétentes, comme le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), pourraient être encouragées à soutenir de telles initiatives et à y participer.

Près de 97 pour cent des ressources hydriques mondiales étant constituées d'eau de mer, il faut étudier les possibilités relatives à l'agriculture à l'eau de mer, qui sous entendrait la multiplication des exploitations agro-aquacoles. La culture d'halophytes présentant un intérêt économique et l'élevage d'espèces de poissons résistantes au sel contribueront à renforcer la sécurité alimentaire et à sécuriser les moyens d'existence des communautés côtières. Nous recommandons dès lors le lancement d'un mouvement scientifique sur l'agriculture à l'eau de mer pour la prospérité des zones côtières, le long des côtes et dans les petites îles.

3. Élaborer des stratégies agricoles à faibles émissions, qui ne compromettent pas la sécurité alimentaire

Si rien n'est fait, toute augmentation de la production de nourriture se traduira automatiquement par une augmentation des émissions; toutefois, de nombreuses solutions existent pour éliminer le lien entre sécurité alimentaire et émissions. Lorsqu'on envisage la mise en place de politiques et de programmes d'atténuation en matière d'agriculture, il faut s'attacher à opter pour ceux qui n'ont pas de retombées négatives sur la sécurité alimentaire. Heureusement, bon nombre de ces solutions créent des synergies entre atténuation des effets du changement climatique et amélioration de la sécurité alimentaire.

Une quantité considérable des émissions engendrées par l'agriculture peut être réduite grâce à une utilisation plus efficace des ressources (en particulier la terre, le bétail et les engrais) et à de bonnes pratiques de gestion qui, dans la plupart des cas, améliorent également la productivité et renforcent la

résilience. Les politiques et les programmes publics doivent cibler le développement et la diffusion de ces pratiques et de ces systèmes.

Les mesures d'atténuation choisies ne doivent pas accroître la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire. Des systèmes fondés sur des mesures d'incitation, qui ciblent les plus vulnérables tout en réduisant les émissions et en renforçant la résilience face au changement climatique, ont de multiples avantages.

3 a) Limitier les changements d'affectation des terres en faveur de l'agriculture

Les changements d'affectation de terres riches en carbone de surface (principalement les forêts), qui pour la plupart sont converties en terres arables ou en pâturages, constituent la deuxième source de rejet de CO₂ dans l'atmosphère, juste derrière les émissions dues aux combustibles fossiles. Il est presque toujours plus efficace d'améliorer le rendement des terres déjà cultivées, pour réduire les émissions de GES dues à l'agriculture, que d'en étendre la superficie. Mettre un terme à la plupart des conversions de forêts en terres cultivables doit constituer un objectif d'atténuation prioritaire. Toute nouvelle terre affectée à la production doit l'être conformément aux bonnes pratiques décrites ci-après.

3 b) Adopter des pratiques d'agriculture et de pâturage de nature à prévenir la perte de carbone du sol, à permettre la construction de banques de carbone et à prévenir la dégradation des terres

La teneur en carbone organique des terres agricoles est largement tributaire des pratiques de gestion auxquelles elles sont soumises. Avec des pratiques agroécologiques soigneusement sélectionnées, on peut remettre en état les terres dégradées et contribuer ainsi à la sécurité alimentaire, à l'adaptation au changement climatique et à son atténuation en augmentant les puits de carbone. Il faut rapatrier les déchets organiques urbains non pollués sur les terres agricoles afin d'en améliorer la productivité agricole et d'atténuer le changement climatique, en tenant compte des coûts directs et indirects de cette opération.

Les politiques et les programmes qui rendent l'utilisation d'azote plus efficace présentent des avantages multiples, en réduisant simultanément les dépenses consacrées aux intrants agricoles, les émissions directes et indirectes de GES, et les dégâts causés à l'environnement à l'extérieur de l'exploitation.

3 c) Améliorer la gestion des animaux d'élevage et de leurs fumiers

Les émissions causées par la pratique de l'élevage sont susceptibles de croître rapidement du fait de la croissance démographique et de l'évolution des régimes alimentaires. Améliorer la productivité pour permettre aux agriculteurs de réduire considérablement les émissions de GES par unité de production (viande et lait) doit être une priorité. La transformation des fumiers et lisiers en bioénergie/biogaz et en engrais grâce à des méthaniseurs présente des avantages multiples: diminution des émissions nettes, substitution des émissions, meilleure offre de sources d'énergie locales et amélioration de la qualité des engrais. Des études plus poussées sont nécessaires dans ce domaine.

3 d) Améliorer la gestion de l'eau dans les rizières

En modifiant les régimes d'irrigation, on peut réduire considérablement les émissions provenant des rizières, tout en économisant l'eau sans pour autant diminuer le rendement.

3 e) Évaluer et comparer les systèmes agricoles

Il est urgent de mieux évaluer et comparer les différents systèmes agricoles, en tenant compte de l'ensemble des émissions, directes et indirectes.

3 f) Gérer la consommation alimentaire de façon à réduire les émissions liées aux systèmes alimentaires

Il faut être plus attentif au rôle qu'un changement de régime alimentaire peut jouer pour faire reculer la demande de denrées à forte intensité de GES. Les gouvernements doivent promouvoir les modes de consommation responsables, les gains d'efficacité tout au long de la chaîne alimentaire et la réduction du gaspillage alimentaire. Le secteur privé doit être encouragé à élaborer des produits et des systèmes de distribution qui génèrent moins d'émissions de GES.

3 g) Évaluer la contribution des différents types de biocarburants à l'atténuation du changement climatique et à la sécurité alimentaire

Quantifier l'efficacité des biocarburants sur le plan des GES est un exercice extrêmement complexe, qui souffre de nombreuses incertitudes en raison de l'utilisation directe et indirecte de l'énergie pour l'irrigation, les intrants, le transport, la transformation, en particulier de l'azote pour les biocarburants de première génération, ainsi que de la diminution connexe des réserves de carbone dans le cas de la conversion de forêts, de zones humides ou d'autres terres riches en carbone pour les cultures destinées aux biocarburants. Des inquiétudes ont également été exprimées quant à l'impact des biocarburants sur les autres défis environnementaux, notamment la biodiversité, car ces conversions de terres s'accompagnent souvent d'un passage à la monoculture, d'une intensification de la déforestation, de risques pour les réserves naturelles, d'une augmentation de la pression sur les réserves hydriques et de problèmes liés à la qualité de l'eau. Des efforts visant à évaluer la contribution des différents types de biocarburants à l'atténuation sont importants et doivent être poursuivis.

3 h) Aider les agriculteurs à adopter des pratiques offrant des bénéfices multiples

Il faut aider les agriculteurs à adopter des pratiques qui renforcent leur résilience et leur sécurité alimentaire et qui sont à long terme bénéfiques pour le climat. Pour ce faire, ceux-ci doivent pouvoir bénéficier d'un environnement propice, notamment de services et d'institutions destinés à les soutenir, comme par exemple des services de vulgarisation. En outre, même si ces nouvelles pratiques leur offriront de meilleurs revenus à l'avenir, des obstacles à leur adoption subsistent: le coût initial, ainsi que les revenus auxquels il faut renoncer et l'augmentation des risques qui surviennent pendant la période de transition. Ces coûts doivent être couverts.

On a beaucoup espéré que les mécanismes de finance du carbone pourraient fournir de nouvelles sources de financement, des émetteurs dans les pays développés aux agriculteurs, en échange d'une réduction des émissions ou du stockage de carbone. Toutefois, l'expérience a montré que ces mécanismes étaient difficiles à mettre en œuvre et qu'ils n'étaient pas adaptés à l'agriculture à petite échelle en raison de la petite taille des exploitations, qui fait grimper les coûts de transaction, accroît la difficulté et le coût de l'évaluation et de la notification des résultats et de l'instabilité des prix du carbone. Parmi les outils financiers, différents mécanismes sont examinés, fondés ou non sur les marchés (marchés volontaires du carbone, fonds vert, etc.). Quel que soit le type d'appui ou les mesures d'incitation destinés à améliorer l'efficacité du système alimentaire et à internaliser les externalités liées aux émissions et aux puits de GES, il est recommandé que les mécanismes tiennent compte à la fois de

la situation des petits exploitants et de la nécessité d'accorder la priorité aux mesures qui améliorent la sécurité alimentaire tout en contribuant à l'atténuation.

4. Recueillir des informations au niveau local, partager les connaissances au niveau mondial et réorienter la recherche pour viser un ensemble d'objectifs plus complexe

Les informations disponibles pour faciliter l'élaboration des politiques et des programmes visant à atténuer les effets du changement climatique sur la sécurité alimentaire font aujourd'hui cruellement défaut, et les autorités nationales doivent intensifier leurs efforts dans ce domaine. Toutefois, il est également indispensable de recueillir des données internationales sur le changement climatique et ses effets, afin d'obtenir de meilleures informations sur les communautés, les populations et les régions vulnérables.

Les enseignements tirés à l'échelon local auront bien plus de valeur s'ils sont partagés. Les connaissances déjà acquises par les agriculteurs quant aux pratiques qui fonctionnent dans leur environnement aujourd'hui pourraient se révéler inestimables à l'avenir pour d'autres agriculteurs partout dans le monde. Mais certaines des conséquences du changement climatique échappent au champ de l'expérience humaine récente, et des efforts visant la production de données systématiques et ciblées sont indispensables pour y apporter une réponse efficace. Le recensement et le partage des savoirs génèrent des bénéfices qui dépassent les frontières, c'est pourquoi ils doivent être coordonnés au niveau international et pas seulement faire l'objet de programmes nationaux.

Il faut considérablement améliorer la qualité et augmenter la quantité des données biophysiques, économiques et sociales accessibles aux responsables politiques. Les difficultés sont entre autres les suivantes: i) établir un lien entre les sources de données actuelles et futures, en s'appuyant sur des normes mondiales relatives aux métadonnées; ii) faire usage des technologies modernes (TIC, télédétection) pour recueillir des données en temps réel; iii) permettre la collecte de données ventilées, y compris au niveau intra-ménages, afin de recenser les facteurs de vulnérabilité sociale à l'insécurité alimentaire et aux problèmes liés à l'adaptation et à l'atténuation; et iv) améliorer le cheminement des données, de la collecte et de l'analyse jusqu'à leur utilisation pour l'élaboration des politiques.

4 a) Recueillir davantage de données biophysiques

Les végétaux et les animaux qui entrent dans notre alimentation sont caractérisés par une grande diversité génétique. Toutefois, leur rendement n'a pas été évalué de manière systématique dans différentes conditions agroclimatiques. Les données expérimentales dont nous disposons devraient être complétées par la collecte d'informations supplémentaires sur ces rendements et de nouveaux essais doivent être réalisés afin de cerner les caractéristiques de ces rendements en dehors des types de climat que nous connaissons actuellement. La qualité des données existantes sur l'évolution du climat est inégale, certains pays étant plus performants que d'autres en matière de collecte et de diffusion. Davantage de données doivent être collectées, et bien plus encore, librement accessibles.

4 b) Assurer un suivi des pratiques et des résultats actuels

L'adaptation est un processus d'apprentissage. On peut faire beaucoup pour adapter l'agriculture à l'évolution du climat en s'appuyant sur ce que l'on sait déjà des aspects sociaux, économiques et biophysiques de la production de nourriture. Les compétences et les connaissances qui sont aujourd'hui adaptées à une région donnée pourraient être importantes pour une autre région dans le futur. Il faut

évaluer rigoureusement les effets des mesures d'adaptation et d'atténuation, pour déterminer leur impact dans les différents domaines pertinents et sur la sécurité alimentaire, afin de s'assurer qu'elles n'aient pas de conséquences néfastes indésirables. La collecte et la diffusion à grande échelle systématiques de ces informations est essentielle, et les TIC offrent à cet égard des possibilités sans précédent.

4 c) Améliorer l'information relative aux communautés, aux populations et aux régions vulnérables

D'importantes lacunes en matière d'information entravent notre faculté de comprendre les conséquences du changement climatique sur les régions ou les groupes vulnérables. Pour être efficaces, les mesures d'adaptation exigent de mieux savoir qui sont les personnes vulnérables et où elles vivent.

4 d) Améliorer les modèles qui favorisent la compréhension des effets du changement climatique sur l'agriculture

Il est indispensable d'améliorer les modèles et d'y intégrer les informations relatives aux communautés, aux populations et aux régions vulnérables. Les modèles climatiques génèrent de grandes quantités de données sur les effets possibles du changement climatique à l'avenir, mais celles-ci ne sont pas toujours résumées de sorte à pouvoir être utiles à la compréhension de ses effets potentiels sur les systèmes de production agricole et les populations vulnérables. Les modèles qui relient le changement climatique aux effets biophysiques, puis au bien-être de l'homme, doivent être considérablement améliorés. Des investissements modestes suffiraient à fournir un appui considérable aux responsables politiques partout dans le monde.

Il est indispensable de renforcer les capacités en matière d'utilisation des différents modèles et scénarios et de mieux comprendre leurs limites et les incertitudes qu'ils comportent.

4 e) Organiser le partage d'expériences et de connaissances à l'échelon régional

La planification de l'adaptation est conduite par les pays, mais au regard des besoins à moyen et à long terme, il est nécessaire de promouvoir les échanges de vue, le partage d'expériences, la coopération, la coordination des questions transfrontalières (eau, ressources génétiques, pêches, ravageurs et maladies transfrontalières...) aux niveaux régional et sous-régional.

4 f) Réorienter la recherche afin de cibler un ensemble d'objectifs plus complexe

Voir recommandation 1 b)

5. Faciliter la participation de toutes les parties prenantes à la prise de décision et à la mise en œuvre

Tenter d'apporter une solution au problème de l'insécurité alimentaire et du changement climatique exige un engagement et une action concertés et coordonnés de la part de nombreux acteurs - agriculteurs, secteur privé, acteurs publics aux niveaux national et international, société civile et organisations non gouvernementales (ONG). Ceci constitue une véritable gageure, étant donné le caractère très différent de ces acteurs, qui ont parfois des intérêts contradictoires, et la nécessité de travailler dans une perspective à long terme alors que la plupart d'entre eux doivent d'abord se préoccuper des conséquences à court terme.

5 a) Encourager le débat sur les rôles respectifs du secteur public et du secteur privé dans la sauvegarde de la sécurité alimentaire dans le contexte du changement climatique

Tous les secteurs de la société influencent par leurs actes l'évolution de la sécurité alimentaire et du climat. Une question importante pour l'avenir est de savoir comment ces différents secteurs peuvent mobiliser leurs efforts dans la même direction, s'agissant à la fois de la sécurité alimentaire et du changement climatique, et comment ils peuvent se compléter les uns les autres.

Le changement climatique exige que l'on se concentre davantage sur les problèmes à long terme et sur les vulnérabilités environnementales et socioéconomiques. Eu égard aux controverses qui entourent l'évolution des rôles respectifs du secteur public et du secteur privé en faveur de la sécurité alimentaire dans le contexte du changement climatique, il serait sage de promouvoir un débat plus large sur l'efficacité réelle des partenariats public-privé en examinant les expériences sur le terrain.

Il convient de garantir la participation des communautés touchées, avec notamment l'organisation de consultations préalables et éclairées sur les risques et les effets directs et indirects sur la résilience des petits agriculteurs et des communautés rurales.

5 b) Faire participer tous les acteurs aux décisions du secteur public

Les changements sur le terrain, qui sont nécessaires tant pour l'adaptation que pour l'atténuation, seront entrepris par de nombreux acteurs le long de la chaîne de commercialisation, des producteurs aux consommateurs. Le secteur public crée et met en place les conditions dans lesquelles les décisions du secteur privé sont prises, sous forme de politiques et de programme. La société civile revêt une importance particulière en raison de ses rôles multiples, qui vont du contrôle des actions du gouvernement et du secteur privé à l'intégration d'intérêts divergents, en passant par l'innovation institutionnelle. Les activités visant à faire face au changement climatique doivent être réalisées en accordant une attention explicite aux besoins des populations défavorisées; il est particulièrement important de mettre en exergue le rôle des femmes en tant que décideurs dans le domaine agricole, car elles font partie intégrante du processus de planification, de conception et de mise en œuvre des politiques et des programmes visant à relever les défis de la sécurité alimentaire dans le contexte du changement climatique.

5 c) Encourager l'échange d'informations entre les autorités publiques et favoriser les partenariats de partage des technologies afin que la valeur des biens publics et des connaissances acquises au niveau local profite à tous

La coopération internationale entre gouvernements, en ce qui concerne les meilleures pratiques d'adaptation et d'atténuation, ainsi que le transfert de technologies durables, sont indispensables pour réduire les effets du changement climatique sur la sécurité alimentaire. Des programmes régionaux sur le changement climatique et la sécurité alimentaire peuvent être mis en œuvre dans le cadre d'initiatives régionales d'intégration. Les enseignements tirés des programmes nationaux fructueux qui peuvent fonctionner à l'échelle régionale peuvent être partagés et aider les pays à élaborer leurs propres programmes. Mais les enseignements tirés dans une région aujourd'hui pourraient être importants pour d'autres régions à l'avenir. Des institutions capables de diffuser les connaissances à l'échelle internationale seront nécessaires tant pour l'adaptation que pour l'atténuation.

5 d) Améliorer la transparence et renforcer la participation de la société civile pour plus d'équité et d'efficacité

La transparence des décisions prises par le secteur public dans le cadre des politiques et des programmes d'adaptation et d'atténuation est essentielle pour améliorer l'équité et l'efficacité. La participation des agriculteurs, des pêcheurs et des forestiers leur permet de contribuer à l'élaboration des méthodes qui favorisent une utilisation efficace des ressources. La participation de la société civile permet aux autres groupes susceptibles de subir les conséquences du changement climatique, soit directement soit via l'action d'autres acteurs, d'être mieux informés des activités potentielles et d'orienter le processus de façon à obtenir des résultats plus équitables.

Les gouvernements doivent également faire en sorte que toutes les parties prenantes puissent faire entendre leur voix, afin de garantir la transparence du processus, l'échange d'informations et de données d'expériences sur les questions pertinentes relatives aux politiques et aux interventions en matière de sécurité alimentaire et de changement climatique.

6. Recommandations à l'intention du CSA

6 a) Prendre en compte les recommandations relatives au changement climatique dans le Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition

Le CSA est en train d'élaborer un Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Nous l'encourageons vivement à faire des recommandations formulées dans le présent rapport des éléments clés de ce Cadre.

6 b) Encourager une reconnaissance plus explicite de la sécurité alimentaire dans les activités de la CCNUCC

Au cours des dernières années de négociations de la CCNUCC, il est apparu plus nettement que des mesures d'atténuation et d'adaptation pour l'agriculture s'imposaient. À la dix-septième Conférence des Parties, à Durban, les négociateurs ont sollicité la contribution des pays membres et des observateurs sur les questions relatives à l'agriculture, en vue de prendre une décision à la dix-huitième Conférence, à Doha (décembre 2012). Un programme de travail de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique de la CCNUCC, présentant de manière plus claire les avantages et les inconvénients de différentes mesures d'adaptation et d'atténuation ainsi que les synergies possibles avec la sécurité alimentaire, pourrait fournir un cadre pour organiser les recherches en cours et encourager de nouvelles recherches pertinentes pour les négociations. Nous recommandons la mise en œuvre de ce programme. Nous recommandons également que des progrès plus importants soient réalisés dans le cadre du Programme de travail sur les pertes et dommages, en mettant en exergue les effets néfastes du changement climatique pour l'agriculture et la sécurité alimentaire. Enfin, le CSA devrait demander à la CCNUCC de charger les gouvernements nationaux de rendre compte de la contribution à la sécurité alimentaire des initiatives et politiques qui sont proposées dans le cadre des plans d'action nationaux pour la lutte contre le changement climatique et des plans nationaux d'adaptation.

Les pays développés ont déjà accepté, par l'Accord de Copenhague et l'Accord de Cancun, dans le cadre de la CCNUCC, d'apporter un appui financier aux activités d'adaptation dans les pays en développement. Le CSA doit entériner cette position et encourager les pays à façonner leur soutien de telle sorte qu'il favorise également une sécurité alimentaire durable.

6 c) Soutenir l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets dans les négociations commerciales internationales

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a engagé un processus de négociations pour améliorer le système commercial mondial (Cycle de Doha). Compte tenu de la variabilité accrue de la production agricole découlant du changement climatique et du fait que les flux commerciaux ont le potentiel d'atténuer en partie les chocs climatiques subis par l'agriculture, nous recommandons que le CSA encourage la prise en compte par l'OMC des conclusions des négociations qui reconnaissent ce rôle. De même, nous recommandons que le CSA encourage l'OMC à soutenir une réforme des politiques commerciales qui facilite l'atténuation, plutôt que de l'entraver.

6 d) Renforcer le rôle de la société civile

Le CSA jouit d'un statut unique au sein du système des Nations Unies, eu égard au rôle officiel qu'il donne à la société civile. Nous encourageons le CSA à renforcer les canaux de participation existants tels que son Groupe consultatif et à soutenir un plus grand nombre d'activités de la société civile liées à son action, comme les événements organisés en marge des sessions officielles du CSA et d'autres organes des Nations Unies, en particulier les conférences de la CCNUCC, afin de donner davantage de visibilité aux rapports publiés par le Groupe d'experts de haut niveau et aux décisions prises par le CSA et d'encourager le débat autour de ces rapports et décisions.

6 e) Soutenir la mise en place d'un mécanisme de collecte et de partage des données internationales sur le changement climatique et la sécurité alimentaire

Les conséquences du changement climatique ne s'arrêtent pas aux frontières. Ses effets ne peuvent être pris en compte que si la collecte de données est coordonnée au niveau international, en se basant sur des normes mondiales mutuellement convenues sur les métadonnées. D'importantes synergies peuvent en outre être trouvées en coordonnant les données relatives à la sécurité alimentaire et celles sur le changement climatique au profit des régions et des populations les plus vulnérables. Le CSA doit faciliter le dialogue sur les efforts d'amélioration de la collecte de données pour le changement climatique et la sécurité alimentaire.